

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

BARRE S'ENTETE !

Une nouvelle fois, le premier ministre du gouvernement des monopoles capitalistes vient de réaffirmer froidement qu'il veut faire payer la crise aux travailleurs.

Répondant au quotidien «Rhône-Alpes», Barre a parlé avec tranquillité de la hausse des prix. On se souvient que pour justifier son blocage des salaires, Barre avait annoncé un coup d'arrêt à la hausse des prix.

Aujourd'hui, Barre fait

machine arrière ; plus question de freiner la valse des étiquettes. Interrogé sur le point de savoir si «le mauvais indice d'octobre est le dernier mauvais indice avant mars 1978», Barre déclare ainsi : «Je n'en sais rien» et il ajoute sans rire «il existe une tendance manifeste à un ralentissement de la hausse même si les indices paraissent élevés».

Ainsi, pour Barre qui prétend agir pour le bien des Français, les indices «paraissent» élevés : ils ne

le sont pas vraiment et sans doute nous rêvons tous lorsque nous faisons nos courses.

S'il s'entend à faire le brouillard sur la réalité de la hausse des prix, il y a par contre un domaine où Barre est plus précis : c'est quand il s'agit d'expliquer qui doit payer la crise. A cette question, la réponse de Barre est :

«ce qu'il y a de fondamental pour le pays, c'est que tous les agents économiques comprennent que nous sommes entrés dans une période où les problèmes ne se résoudre pas par l'inflation mais par la modération des coûts de production et par la stabilisation de la monnaie nationale».

Traduit du langage de messieurs les capitalistes, «modérer les coûts de pro-

duction», cela veut dire bloquer les salaires, c'est-à-dire en une période d'inflation les baisser.

M. Barre a bien tort de s'entêter à vouloir faire payer la crise aux travailleurs ; il se trompe lourdement s'il croit vraiment que la classe ouvrière et tout le peuple de notre pays acceptent de se laisser saigner sans rien dire et s'il croit que les grèves de 24 h, déclenchées par les directions confédérales, traduisent réellement la colère et la volonté de lutte des travailleurs. Cette colère et cette volonté de lutte pour faire payer la crise aux capitalistes se manifestent déjà dans maintes entreprises où se mène la lutte classe contre classe. Elles finiront par devenir une puissante force collective que rien n'arrêtera.



RECONSTRUCTION AU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE (EX-CAMBODGE)

La moitié environ des villages et des camps du Kampuchéa étaient en ruines quand la guerre de libération prit fin le 17 avril 1975. Son peuple rencontrait de nombreuses difficultés : le grain et les bêtes de somme lui faisaient défaut. Un tiers de la population nationale était concentré alors à Phnom Penh et attendait son approvisionnement en vivres de l'Etat.

Le Kampuchéa démocratique d'aujourd'hui, sous la direction du Parti communiste du Kampuchéa, se suffit déjà en céréales. Chaque personne dispose annuellement de 312 kg de grain. Le Kampuchéa a commencé cette année l'exportation de dizaines de milliers de tonnes de riz.

Les petites parcelles cultivées par les paysans individuels se sont transformées en vastes rizières. Des résér-

voirs de 100 à 200 millions de mètres-cubes ont été construits dans chaque zone, ainsi que des barrages de petites et de grandes dimensions sur des dizaines de rivières et un système de canaux d'irrigation long de plusieurs centaines de kilomètres. Ces aménagements permettent d'assurer l'irrigation en toute saison de 400 000 ha de terre, soit le tiers de la superficie cultivée du pays.

La production des cultures industrielles a été également restaurée et développée, y compris les plantations d'hévéas, principale plante industrielle du pays. Dans les années de guerre, la production de caoutchouc était en stagnation à la suite de la ruine des plantations d'hévéas et de la destruction des usines de traitement du latex. Avec le rétablissement de cette indus-

Souscription

ACCENTUER L'EFFORT

A ce jour, 30 millions ont été rassemblés pour la souscription. C'est 60 millions qu'il nous faut avant la fin de l'année.

Camarades, amis lecteurs, cette bataille dont chacun mesure l'enjeu, nous la gagnerons si nous osons faire appel largement au soutien des travailleurs.

Il nous faut accentuer l'effort pour que vive et se développe notre HUMANITE ROUGE.

Nous publions ici la lettre riche d'encouragements que nous a adressée un lecteur de Bretagne en même temps qu'un mandat de 200 F.

Chers camarades, je suis un jeune travailleur de la région lorientaise, membre de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France (JCMLF).

Je ne dispose pas de beaucoup de moyens financiers mais suivant les enseignements du marxisme-léninisme et de la pensée-maoïstéoung qui nous disent entre autres «un communiste se souciera davantage de l'avant-garde prolétarienne et des masses que de l'individu, il prendra soin des autres plus que de lui-même. C'est seulement ainsi qu'il méritera le nom de communiste», alors je vous envoie donc cette somme.

Ma situation est la suivante : je travaille depuis cinq mois comme mécanicien et je gagne 1 900 F par mois à raison de 45 h par semaine. Je suis issu d'une famille de petits paysans pauvres et je m'arrange pour les aider tant financièrement qu'autrement. Mon père, quoique ne militant pas, est aussi un paysan très conscient et je lui dois beaucoup. Je lui ai payé un abonnement à la Faucille et lui apporte aussi le bimensuel régulièrement.

Comme je ne suis que depuis cette année à la JCMLF, je ne connais pas encore tellement les questions politiques mais à chaque fois que je peux, j'entretiens mon père des événements. Par exemple, je suis allé au rassemblement du 6 novembre à Paris et par la suite nous en avons causé tous les deux.

Je poursuivrais bien ma lettre tellement je suis content de vous écrire et de vous apporter mon soutien, mais le temps manque. Je suis content parce que je me rends compte de plus en plus que l'Humanité rouge est le seul mouvement communiste véritable et donc au service et dans le peuple. Cela on s'en rend compte tous les jours. Je suis content aussi parce que maintenant je sais que je peux lutter efficacement pour ma cause et donc pour la cause de tous les travailleurs. J'écris cela car, pour moi, c'est d'une grande importance. En effet, avant, j'ai eu l'occasion de connaître nombre de mouvements petits-bourgeois, traités, soi-disant de gauche et même «révolutionnaires» : le MJCF, le PCF, les trotskistes. J'ai toujours été déçu mais une chose capitale se développait chez moi : s'organiser dans un véritable mouvement prolétarien, communiste, digne de ce nom. Et j'espère que maintenant j'apporterai ma pierre à l'édification d'un mouvement communiste et à l'unité des travailleurs des villes et des campagnes (mon origine).

Camarades, en avant pour la société socialiste, en avant pour la dictature du prolétariat, et j'espère vous apporter mon concours le plus large possible.

Pour que vive l'Humanité rouge, solidarité de la classe ouvrière !

Un ouvrier mécanicien

trie, la superficie des plantations d'hévéas a augmenté.

80 % des entreprises industrielles du Kampuchéa furent détruites par l'ennemi durant la guerre. Le gouvernement a défini le principe suivant : prendre l'agriculture comme base pour développer la production industrielle. Au cours des quelques six mois qui ont suivi la fin de la guerre, une cinquantaine d'usines à Phom Penh ont repris la production. Travaillant nuit et jour, les ouvriers de l'usine textile No 3 de la ville ont réparé en deux mois les ateliers et les machines endommagées. L'usine sort aujourd'hui 14 000 m de tissu par jour.

Ces deux dernières années le Kampuchéa a mis sur pied un certain nombre d'entreprises industrielles, notamment un chantier naval, une usine d'acides, une usine de réparation automobile, l'usi-

ne mécanique No 6 de Phnom Penh. Celle-ci a été fondée sur la base de la fusion d'une cinquantaine de petits ateliers de ce genre. Elle produit des pompes et des scies mécaniques. Des usines sortant en série des instruments agricoles. Le Kampuchéa a amorcé l'installation de tout un réseau de production industrielle et artisanale, de grande, moyenne et petite importance.

La santé du peuple a connu une amélioration très sensible. Il existe des établissements hospitaliers et des centres de fabrication de médicaments dans tout le pays, à Phnom Penh, au niveau des zones, régions, districts, coopératives. Chaque coopérative a son établissement hospitalier et son laboratoire de médicaments. Pour 100 familles vivant dans les coopératives, on compte en moyenne un éta-

(Suite page 2)

1er décembre

Une parodie de lutte au profit de la gauche

D'après la presse bourgeoise, le degré de participation des travailleurs à la journée d'action bidon du 1er décembre, sera un révélateur de leur volonté de lutte.

Cette façon de voir est à cent lieues de la réalité. En effet, les travailleurs de plus en plus nombreux, et précisément ceux qui sont animés de la plus ferme volonté de lutte, dénoncent et rejettent ces journées d'action sans lendemain.

Si les journées du 7 octobre 1976, et du 24 mai 1977 ont vu des dizaines de milliers de travailleurs dans la rue, c'est que malgré l'inefficacité de ces journées, les travailleurs ont voulu manifester leur colère devant les mesures que venait de prendre le gouvernement Barre pour leur faire payer la crise.

Mais il est clair que pour faire reculer l'austérité et le chômage, il ne suffit pas d'exprimer le mécontentement.

Le patronat et le gouvernement qui n'hésitent pas à utiliser la force brutale pour imposer leur politique antiouvrière, qui n'hésitent pas à recourir aux expulsions massives et à la violence raciste ne reculeront certainement pas devant une simple protestation. Cela les travailleurs le savent.

Tous les succès obtenus contre le plan Barre l'ont été au prix de luttes acharnées, classe contre classe.

Bien sûr, la classe ouvrière souhaite un mouvement d'ensemble, mais un mouvement qui s'appuierait sur les naves, les développerait, aurait une ampleur et une durée susceptibles de faire plier les exploiters, pas une parodie de lutte comme le 1er décembre.

Mais alors pourquoi les chefs syndicaux, Séguy et Maire, organisent-ils des journées d'action inefficaces qui ne répondent absolument pas à la volonté de lutte des travailleurs ?

Pourquoi, mais tout simplement parce que leur préoccupation n'est pas de mettre un terme à cette politique antiouvrière. Leur préoccupation c'est que leurs compères Mitterrand et Marchais gagnent les élections, qu'ils accèdent à la gestion des affaires capitalistes. Et s'ils accédaient au gouvernement, ils tiendraient eux aussi aux travailleurs, le discours sur les sacrifices nécessaires pour sauver le capitalisme en crise. Leur opposition au plan Barre n'est que supercherie électoraliste.

Dans tout ce concert antiouvrier, le rôle dévolu aux Séguy et aux Maire c'est de dévoyer la volonté de lutte des travailleurs, au profit du soutien à la gauche.

C'est ce que comprennent de mieux en mieux les travailleurs. Voilà pourquoi de nombreuses sections syndicales, voire des syndicats, n'appellent pas au 1er décembre, en optant résolument pour la lutte classe contre classe.



Après le 2e accident de Comurhex, manifestation samedi 3 décembre

Samedi soir, à Saint-Paul-Trois-Châteaux, une réunion a eu lieu pour envisager une manifestation en riposte au deuxième accident qui vient de se produire à COMURHEX. Une fois de plus, une bride d'appareil s'est rompue, laissant s'échapper une tonne environ d'hexafluorure d'uranium qui est un produit radioactif.

Cette réunion, à l'initiative des comités écologiques de la vallée du Rhône, du Comité médical d'information nucléaire, et d'autres comités antinucléaires a récapitulé les accidents graves d'une année et mis en doute la sécurité qui règne à la COMURHEX. Des travailleurs de l'usine ont fait le point là-dessus. Une manifestation est prévue samedi prochain 3 décembre.

Rappelons que le 1er juillet 1977, sept tonnes d'hexafluorure d'uranium s'étaient répandues dans l'atmosphère. Sur 380 employés, qui avaient demandé le contrôle urinaire (analyse d'urine), 26 seulement ne présentaient pas de contamination. Deux d'entre eux dépassaient la dose maximale admissible.

Sept enfants avaient été hospitalisés car ils présentaient des symptômes de contamination par le fluor.

En 1976, la nappe phréatique (eaux souterraines) avait été contaminée par un précédent accident.

L'hexafluorure se scinde en deux gaz dans l'atmosphère : l'oxyde d'uranium qui est radioactif, et l'acide fluorhydrique très toxique et corrosif. Ces deux corps peuvent provoquer des brûlures et à long terme s'il y a effets cumulatifs, des lésions irréversibles des reins et des os, des cancers et leucémies.

Or, plutôt que de renforcer les mesures de sécurité la direction a demandé à la médecine du travail d'étudier la possibilité d'augmenter les doses admissibles d'uranium-fluor dans le sang et les urines des travailleurs et de diminuer le nombre des analyses acceptant donc de faire courir aux travailleurs et à la population des dangers accrus.

Sardou - la - cogne à Laval

Quand Sardou vint à Laval, le 24 novembre, dans un communiqué, les communistes marxistes-léninistes appelèrent la jeunesse à boycotter ce chanteur ultra-réactionnaire. Le communiqué fut reproduit dans les journaux locaux. Ce ne fut pas du goût de Sardou et les journalistes locaux furent interdits de spectacles. Quelques-uns voulurent aller demander des explications à l'imprésario du chanteur. Ce sont les videurs qui répondirent. Un journaliste a reçu un coup de poing en pleine figure et quelques coups de pieds furent distribués.

Invité d'honneur de la fête des fleurs de Château-Gontier. Son récital était prévu à 17 h. A midi, il décommandait tout. Michel Sardou s'en est tiré par une condamnation de 20 000 F.

Jeudi soir, c'est à la presse que le chanteur et son imprésario s'en sont pris. Le beau Michel a envoyé ses gardes du corps. Les représentants de la presse, tout au moins de la presse quotidienne ont été proprement mis dehors. L'un de nos collègues s'en est tiré avec quelques coups de pieds et de poings au visage.

La raison ? l'article que nous avons passé ne convenait pas à M. Sardou. Mieux, M. Sardou n'admet pas que les deux quotidiens de la Mayenne aient donné la parole aux marxistes-léninistes qui appelaient au boycott du spectacle.

QUEST FRANCE

Voici d'ailleurs quelques coupures de presse.

La voix de son maître en quelque sorte... Bien dressés, nourris de karaté, ils vous sautent dessus avant d'avoir compris. C'est pratique pour éviter le dialogue et c'est propre.

Interdits de spectacle pour avoir passé un communiqué « marxiste-léniniste » contre l'idole, nous sommes allés avec un photographe demander des explications à l'imprésario. Rien à faire. Nous avions craché dans la soupe du pauvre Michel.

« Dehors », hurlé de façon spectaculaire, fut sa phrase la plus longue.

Suivit un « poing » d'exclamation, émanant d'un p'tit moscé blondasse.

La deuxième (exclamation) fut poussée par votre serviteur dont l'œil gauche continue à enfler.

Le brave Michel nous en a mis plein la vue !

LE COURRIER DE L'OUEST

EDF

L'électricité gratuite pour de hauts fonctionnaires ?

Selon le rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Édouard Schläensing, l'EDF oublierait de faire parvenir les factures d'électricité à certains fonctionnaires qui « ont pour mission d'exercer sur elle la tutelle de l'Etat ».

Évidemment, la direction générale d'EDF dément catégoriquement cette information. Mais il n'y a pas de fumée sans feu même à EDF.

RESOLUTIONS DE L'ONU

● Guam et les îles Samoa

Premièrement, les résolutions sur Guam et les îles Samoa : l'Assemblée générale de l'ONU a réaffirmé lundi le « droit inaliénable » des peuples de Guam et des îles Samoa, sous domi-

nation américaine, à l'autodétermination et à l'indépendance et a demandé aux USA de prendre toutes les mesures pour aboutir à cet objectif.

● Sahara Occidental

Deuxièmement, le Sahara Occidental : l'ONU a exprimé l'espoir qu'une solution juste et durable à la question du Sahara Occidental sera promptement trouvée à la session extraordinaire de

l'OUA (Organisation de l'Unité africaine) qui doit se tenir sur ce sujet.

La résolution réaffirme « l'attachement de l'Assemblée au principe de l'autodétermination des peuples ».

● Nouvelles Hébrides

Troisièmement, les Nouvelles Hébrides : l'Assemblée a insisté sur l'intégrité territoriale et l'unité nationale des Nouvelles Hébrides et sur le « droit inaliénable du peuple de ce territoire à l'autodétermi-

nation et à l'indépendance ».

Il fut réclamé à la France et à la Grande-Bretagne de mettre tout en œuvre pour une solution plus rapide du sort de cet archipel.

● Angola

Des diplomates soviétiques ont récemment rencontré secrètement des hauts responsables de L'UNITA, (un des mouvements de libération national lors de la lutte contre l'impérialisme portugais). Le but de l'entrevue était de leur demander de participer à un gouvernement de coalition avec le MPLA.

L'URSS agit en Angola comme si elle était chez elle. C'est un exemple qui montre ce que veut dire « non-ingérence » pour les sociaux-impérialistes du Kremlin. Cela prouve aussi la faiblesse actuelle de l'État angolais sous la coupe de l'URSS, qui ressent la nécessité d'éliminer l'opposition.

● Cisjordanie

Alors que le gouvernement israélien ne cesse de proclamer son amour pour la paix et de déverser toute sa salade habituelle, l'implantation de colonies sionnistes en Cisjordanie se poursuit. Ainsi deux groupes du « bloc et de la foi » (intégristes sionnistes) s'installeront très prochainement dans deux camps militaires de Cisjordanie.

Pour correspondre avec le journal
Téléphonez au 202-18-29

● Allemagne de l'ouest

Une centaine de délégués de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) ont défilé lundi dans les rues de Bonn, à l'occasion de la visite de Moshé Dayan, ministre des Affaires Étrangères israélien.

Les manifestants brandissaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire notamment « Pas de soutien de la RFA à Israël et pas de règlement du conflit au Proche Orient sans l'OLP ».

Le représentant de l'OLP à Bonn a expliqué que la Communauté Européenne reconnaîtra bientôt l'OLP car « aucun règlement pacifique du conflit au Proche Orient ne peut être obtenu sans la participation des représentants légitimes du peuple palestinien ».

(Suite de la page une)

blissement hospitaliser de 10 à 20 lits avec trois médecins traitants, et un laboratoire de médicaments avec trois pharmaciens. Le pays utilise les remèdes fabriqués avec ses propres simples (plantes médicinales) couvrant

Le président Ne Win de Birmanie, qui vient d'effectuer à Phnom Penh, est le premier chef d'état d'un pays étranger à visiter le Kampuchéa démocratique. Il a affirmé la volonté de son pays d'entretenir de bonnes relations avec tous ses voisins. Dans sa réponse Khieu Samphan, chef de l'état cambodgien, a souligné que cette visite « contribuait à unifier les pays non alignés et d'autres pays en lutte pour défendre leur indépendance ».

● Timor Oriental

Quatrièmement, Timor Oriental : l'Assemblée générale des Nations Unies a voté une résolution réaffirmant le droit à l'autodétermination et à l'indépendance du Timor Oriental.

Les États-Unis et l'Indonésie se sont prononcés

contre. Le texte adopté « rejette l'allégation selon laquelle le Timor Oriental a été intégré à l'Indonésie dans la mesure où la population du territoire n'a pas été à même d'exercer librement son droit à l'autodétermination et à l'indépendance ».

● Afrique du Sud

Cinquièmement, l'Afrique du Sud : l'Assemblée générale des Nations Unies a condamné particulièrement les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, Israël, le Japon, la Belgique, et l'Italie comme pays collaborant politiquement, économiquement et mili-

tairement avec l'Afrique du Sud. En outre, la résolution, approuvée par 101 voix contre 12 et 21 abstentions condamne énergiquement les États-Unis, la France, l'Allemagne fédérale et Israël pour leur collaboration avec le régime raciste, dans le domaine nucléaire.

DECLARATION COMMUNE DU PARTI COMMUNISTE DES OUVRIERS (MARXISTES - LENINISTES) DE NORVEGE ET DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE - LENINISTE DE FRANCE

Les délégations des comités centraux du PCMLF et de l'AKP (m-l) Norvège se sont rencontrés récemment.

La rencontre s'est tenue dans une atmosphère de réunion entre camarades sur la base de l'internationalisme prolétarien, du respect réciproque et de l'égalité.

L'échange de points de vue a montré qu'il existe, dans les domaines importants qui furent abordés, un grand degré d'unité entre nos deux partis, sur la base des principes fondamentaux du marxisme-léninisme pensée maotsétoung. Nos deux partis ont une conception commune des caractéristiques les plus importants de la situation internationale aujourd'hui, et soutiennent la thèse des trois mondes.

Cette rencontre a renforcé la compréhension réciproque entre le PCMLF et l'AKP (Ml), et a renforcé l'unité entre nos deux partis. Elle est une manifestation du renforcement du mouvement marxiste-léniniste mondial.

Comité Central -PCMLF
Comité central AKP (m-l)

Reconstruction au Kampuchéa démocratique (ex - Cambodge)

Des paysans travaillent sur un chantier de construction hydraulique.



Des paysans travaillent sur un chantier de construction hydraulique.

en moyenne 80 % des besoins de son peuple.

Le Kampuchéa a également enregistré de bons résultats dans le domaine de l'éducation. A la Libération, 75 % des paysans et des travailleurs urbains ne savaient ni lire ni écrire. Actuellement, l'analphabétisme a déjà été éliminé à 80 ou 90%.

On compte aujourd'hui des dizaines de milliers de scientifiques et de techniciens. Ceux-ci étudient et en même temps servent le mouvement de production. Avant 1975, le nombre de Kampuchéens que travaillaient réellement dans le domaine des sciences et des techniques dépassait pas 500.



• Le Mans

Soutien au peuple Saharaoui

Vendredi 25 novembre, devait avoir lieu, au Mans, un meeting organisé par l'Association des amis de la République arabe sahraoui démocratique. Malgré la propagande rapide, c'est environ 200 personnes qui vinrent pour s'informer ou manifester leur soutien à la lutte de ce peuple.

Un arrêté préfectoral, reçu le jour même à 17 h, interdisait l'entrée de la salle et les flics étaient présents en force. Les gens présents se rassemblèrent en manifestation. Finalement, la réunion de soutien put se tenir dans une salle prêtée. Une manifestation fut décidée pour le lendemain sur la base des mots d'ordre : «Non à l'interdiction des meetings», «Liberté d'expression», «Soutien au peuple Saharaoui», «Non à l'intervention française au Sahara». Elle rassembla quelques 100 personnes ce qui représente un succès, vu les conditions d'organisation.

Un autre meeting, également interdit qui devait avoir lieu à Allonnes (ville-satellite du Mans), rassembla environ 80 personnes ; les flics étaient présents. Après avoir lancé quelques mots d'ordre, la dislocation fut décidée et les gens n'ayant pas vu le film furent invités à assister à sa projection chez un camarade ayant mis sa salle à manger à la disposition du comité. Une bonne journée de popularisation et un beau succès malgré la répression organisée autour du soutien à la lutte du peuple sahraoui.

Les trotskystes ne voteront pour la gauche... qu'au 2e tour

Les trotskystes de la LCR de l'OCT et des comités communistes pour l'autogestion (CCA) se sont réunis mardi.

Tout en soulignant l'existence de divergences «que les discussions ont permis d'éclairer mais non de dépasser», ils annoncent qu'un accord entre eux est susceptible d'intervenir dès les premiers jours de Décembre sur «une plateforme nationale qui s'intitulerait :

«Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs»
 A propos du second tour ils déclarent « Parce que nous voulons battre la droite et bien que nous soyons en total désaccord avec les perspectives du programme commun, nous voterons et nous appellerons à voter pour le candidat des partis réformistes le mieux placé (La LCR et les CCA n'appelant pas à voter pour les radicaux de gauche)»
 Surprenante logique ! a moins que des «révolutionnaires» ne convoitent quelques strapontins à gauche ?

• Marseille

Justice et vérité pour Abdelhaoui ! Inculpez le policier assassin !



Le 26 novembre, 2 000 travailleurs Français et immigrés sur la Canebière à Marseille contre l'assassinat d'Abdelhaoui par un flic.

• Paris 19e

Laurent - Fizbin : baratin !

Mardi soir se tenait dans le 19e un meeting-débat animé par Fizbin et Laurent, députés PCF.

La tactique employée a été de jouer aux grands démocrates. Toutes les questions étaient acceptées mais, grâce aux pirouettes et oublis, aucune réponse n'était apportée.

Beaucoup de sujets ont été abordés par la salle sur lesquels les élus n'étaient pas très à l'aise (sur l'efficacité des luttes dirigées par le PCF, sur la destruction des milices armées, sur le nucléaire...) ; A la question posée par un camarade sur la position de Thorez en 35 sur les nationalisations et sur la dictature du prolétariat, ils n'ont pas trouvé autre chose à répondre que : «Nous ne cherchons pas à résoudre les questions d'aujourd'hui avec ce qui a été dit en 1935». Quant à la dictature du prolétariat, les conditions ont changé ; il y a de nouvelles couches intellectuelles, etc. ; il faut donc favoriser l'union de tous et il n'est pas nécessaire que le prolétariat exerce une force contre les autres couches.

Et d'embrayer sur le fait qu'ils n'avaient pas à copier des modèles de l'étranger et qu'on ne trouvait pas les solutions, aux problèmes dans des livres de recettes et des grimoires.

La ligue de Krivine et les législatives

NON, L'UNITE OUVRIERE CE N'EST PAS L'UNITE ENTRE MARCHAIS ET MITTERAND !

«Pour l'unité ouvrière» tel est le mot d'ordre mis en avant par la Ligue Communiste révolutionnaire (l'organisation trotskiste de Krivine) dans la plateforme pour la campagne électorale que le journal «Rouge» a publié mardi.

Ce que les trotskistes proposent aux travailleurs c'est de tout faire pour que la gauche se réconcilie et arrive au gouvernement. Toutefois ce n'est pas n'importe quelle gauche que veut Krivine :

«Le gouvernement que doivent imposer les travailleurs, ce n'est pas le gouvernement de l'Union de la gauche, c'est un gouvernement des seuls PC et PS dont ils exigeront qu'il satisfasse leurs revendications et réponde à leurs aspirations.»

Ce gouvernement de gauche-là exclut toute alliance avec les Radicaux de gauche et avec les gaullistes de gauche. Quant au PS et au PCF, ils sont considérés comme des «partis ouvriers». «L'unité ouvrière» se confond dès lors avec l'unité des «partis ouvriers.»

La tactique électorale proposée, reste : unité des trotskistes au premier tour et désistement pour la gauche au second tour.

LE PC ET LE PS SONT-ILS DES «PARTIS OUVRIERS» ?

Pour la Ligue «parti ouvrier», est un terme employé par opposition à «parti bourgeois». Or, en fait, ni le Parti de Mitterrand ni celui de Marchais ne sont aujourd'hui des «partis ouvriers».

La Ligue souligne que le PCF et le PS ont renié la dictature du prolétariat et veulent garder la constitution de la 5e République, par exemple.

Mais si on dit cela, il serait honnête d'en tirer les conclusions. Un parti qui refuse la dictature du prolétariat, c'est un parti qui re-

ces gens-là est devenu un parti bourgeois.

FAUT-IL AMENER LA GAUCHE AU POUVOIR ?

Les travailleurs doivent-ils amener la gauche au pouvoir, pour ensuite «faire pression sur un gouvernement de gauche» pour «qu'il satisfasse leurs revendications» ? Mais c'est impossible, tout simplement.

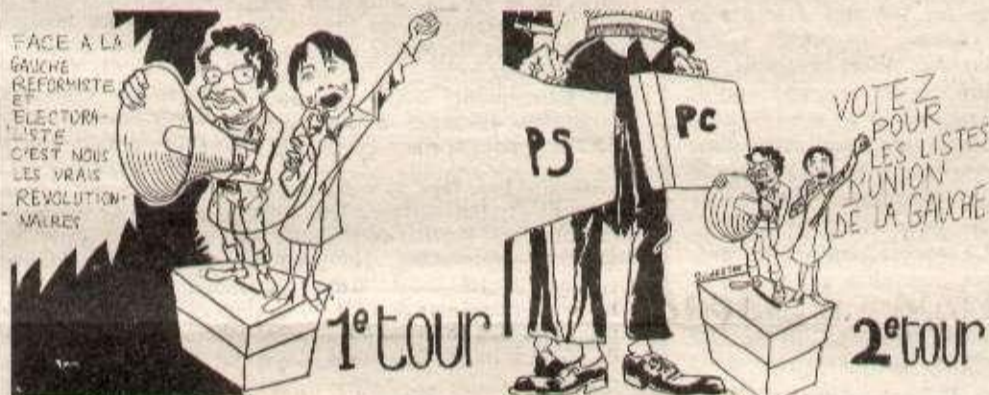
Le texte de la Ligue affirme lui-même, qu'y compris les nationalisations (la solution-clé du Programme commun) ne changeront pas fondamentalement les choses, car restera «l'économie de marché». Là aussi, il faut être honnête.

Disons carrément que restera le capitalisme, qui ne peut pas satisfaire les travailleurs. Voter Mitterrand et voter Marchais pour ensuite les obliger à tenir leurs promesses tout en disant par ailleurs qu'ils ne pourront pas les tenir, c'est se moquer des travailleurs, les amener à l'échec.

Dans le passé déjà, et à plusieurs reprises, quand les travailleurs se sont mis en grève pour imposer leurs revendications aux gouvernements de gauche, ils ont subi la répression. Y compris en 1936 !

Qu'on ne compte donc pas sur nous pour suivre ces trotskistes qui nous disent : faites une fois de plus confiance en l'Union de la gauche, mais sachez bien qu'on ne peut pas lui faire confiance...

Nous reviendrons sur ce qu'est la Ligue trotskiste de Krivine dans le numéro spécial de cette semaine, qui paraîtra samedi.



Arlette Laquillier (Lutte ouvrière) et Krivine (Ligue communiste révolutionnaire) : pour la révolution au premier tour et pour l'Union de la gauche au second tour...

Peyrefitte au banc des accusés

Le ministre de la Justice, Peyrefitte, a bien des problèmes avec ceux qui sont appelés à rendre la justice. Il y a l'affaire Monique Guemann, mais il y a aussi cette sombre histoire de rattachement de la magistrature au ministère de la police.

Monique Guemann : le soutien se met en place

Monique Guemann, vice-président du syndicat de la Magistrature, premier substitut au tribunal de Draguignan, a été suspendue de ses fonctions pour une durée indéterminée. On lui reproche d'avoir pris position pour Klaus Croissant en plein tribunal.

C'est bien d'un acte de répression politique, lié à l'extradition de Klaus Croissant qu'il s'agit et lié aussi à la grogne des juges que le gouvernement voudrait étouffer. Il n'accepte pas que ceux qui sont là pour faire appliquer la loi capitaliste se mettent à poser des questions, des revendications.

Déjà, des juges avaient pris ainsi la parole en plein tribunal pour commenter la grève des avocats de 1975, celle des magistrats en 1976, le tout récent attentat contre les locaux du syndicat de la Magistrature.

Ils n'avaient pas eu de sanctions. Cette fois-ci, le gouvernement a considéré que c'était trop, surtout que les réactions contre l'extradition de Croissant ont dépassé les murs des cours de justice. Qu'une partie des juges se solidarise avec le mouvement de masse de soutien à Croissant, cela notre ministre-académicien-écritvain-humaniste Peyrefitte ne pouvait l'accepter.

Toutefois, l'article 33 du Code de procédure pénale précise qu'au cours d'un procès, un magistrat «peut développer librement les observations orales qu'il croit convenables au bien de la justice». Or c'est sur ce terrain qu'a voulu se placer Monique Guemann.

Le syndicat de la Magistrature et d'autres organisations de milieux judiciaires se mobilisent. Le soutien se met en place.

fuse le socialisme dont la dictature du prolétariat est la base, disait Marx. Un parti qui veut garder la constitution de l'État capitaliste, c'est un parti qui veut garder le capitalisme, dont la constitution est la loi fondamentale.

Voilà pourquoi Marchais et Mitterrand sont des bourgeois qui n'ont aucun droit pour parler au nom de la classe ouvrière. De plus en plus d'ouvriers, membres du PCF et aussi du PS, comprennent mieux aujourd'hui que leur parti aux mains de

L'indépendance de la justice : un mythe

Peyrefitte s'est empressé de démentir l'information selon laquelle le gouvernement s'appretait à mettre le Parquet (la justice) sous le contrôle du ministère de l'Intérieur.

Les juges syndiqués ont violemment protesté contre ce projet qui serait à l'étude. Aujourd'hui, ils dépendent du ministère de la Justice et sont «indépendants» par rapport aux autres ministères et au gouvernement lui-même. Mais cela c'est le texte, c'est l'idée de la Constitution bourgeoise française : les pouvoirs sont divisés, il y a le législatif (le Parlement qui fait les lois), l'exécutif (le gouvernement qui les fait appliquer, avec la police

aussi), et le judiciaire (les tribunaux).

Mais de séparation des pouvoirs, il n'en est rien dans les faits. Le gouvernement contrôle tout.

D'indépendance des tribunaux, il n'y en a pas et il ne peut y en avoir : ils sont là pour maintenir l'ordre et l'ordre c'est bien l'ordre capitaliste, celui que défend et protège le gouvernement de Giscard.

C'est ainsi que les juges voient l'État intervenir directement ou par diverses pressions contre eux. Le projet de loi de Peyrefitte serait la systématisation de tout cela. Voilà pourquoi les organisations de magistrats ont tiré la sonnette d'alarme.



A propos du congrès de la FGM - CFDT

Le 37e congrès de la Fédération générale de la Métallurgie CFDT vient de se tenir à Strasbourg du 24 au 27 novembre.

La FGM, définie par Maire, comme la « fille aînée » de la CFDT, compte 150 000 syndiqués. Elle est dirigée par le dénommé Chérèque qui s'est distingué dans pas mal de mauvais coups réformistes, notamment les Assises du socialisme de 1974, opération politique dont le but était de placer la CFDT dans l'orbite du PS.

Au cours de ce congrès, plusieurs interventions marquèrent la volonté de lutte des travailleurs, à plusieurs reprises les journées d'action furent critiquées pour leur inefficacité.

La politique financière de la Fédération fut largement combattue, le taux élevé de cotisation allant à l'encontre d'un recrutement large dans le syndicat.

Des voix s'élevèrent dont celle du syndicat de la sidérurgie-Lorraine pour exiger une lutte plus énergique contre les mesures Stoléro.

Mais, pour l'essentiel, les débats décisifs concernant l'orientation du syndicat ont été évacués par les dirigeants de la Fédération.

Si les gens du type Chérèque ne valent rien pour mener la lutte, par contre ils s'y entendent pour la magouille ! Jugez vous-mêmes. Le projet de résolution adopté à l'unanimité par le conseil fédéral et qui avait été discuté dans les syndicats ne fut pas discuté au congrès ! Ce document qui, en long et en large, exprimait sans aucune pudeur le soutien à l'Union de la

gauche avait suscité beaucoup de critiques vives.

Alors Chérèque et sa bande sentant le danger ont fabriqué en catastrophe un nouveau projet qui, sans dévier de la ligne de collaboration de classe, se faisait plus discret sur la gauche et intégrait par avance certains amendements tout en les détournant.

Un autre moyen utilisé par nos champions de la démocratie pour escamoter les débats, c'est la censure des amendements. En effet, c'est la commission des résolutions, émanation du conseil fédéral, qui décidait quels amendements devaient être discutés et lesquels rejetés. Admettez que ça simplifie le débat ! Finalement, ça ne fait que traduire la faiblesse des chefs réformistes. Autre exemple, la résolution « action » qu'ils proposaient au congrès contenait une proposition pour poursuivre la lutte après le 1er décembre : une heure de grève le 20 décembre. Là encore, sentant le vent, ces messieurs ont vite remballé leur heure de grève pour éviter un débat qui s'annonçait mal pour eux.

Voilà comment on fabrique une fausse unanimité en escamotant les débats. Après le congrès, rien n'est réglé et Chérèque le sait bien, lui qui s'emploie à constituer une direction fédérale sûre, recrutée dans les rangs du PS.

Inévitablement, la lutte entre deux classes, entre deux lignes va se développer au sein de la FGM. Finalement, la ligne de lutte classe contre classe l'emportera. Les magouilles, ça ne marche qu'un temps !

Voilà comment on fabrique une fausse unanimité en escamotant les débats.

• Rhône - Poulenc - St Fons

Attaque au droit de grève

La multiplication des ateliers à feu continu dans la chimie, comme dans de nombreuses autres industries n'est pas seulement le fait d'une nécessité technologique de production, mais plutôt dans la grande majorité des cas le moyen pour les patrons d'accroître leurs profits par une exploitation des travailleurs encore plus importante.

La production en continu entraîne une augmentation de la productivité, une augmentation de la capacité de production.

Pour les travailleurs postés c'est le travail de nuit, le week end, une vie familiale perturbée, une usure rapide des travailleurs entraînant ulcères et autres maladies.

Les travailleurs postés ont en plus à faire face à

une augmentation du rythme de travail ainsi qu'à la complexité de plus en plus grande des installations.

C'est dans ce contexte que les travailleurs en 4 huit de l'atelier d'Hydroquinone pyrocatechine ont décidé voilà plus de deux mois d'entrer en lutte sur leur salaire et sur leur conditions de travail. Ils revendiquent principalement :

- 100 F d'augmentation pour tous
- création d'une 5e équipe
- Semaine de 33 heures 1/3
- passage de tous les travailleurs postés à la classification supérieure

Chaque jour, depuis deux mois les travailleurs

LICENCIEMENT DANS LA PRESSE

Quelle riposte ?

Avec la concentration monopoliste toujours plus poussée qui caractérise le stade impérialiste du capitalisme se sont constitués quelques empires de presse; celui d'Hersant, émanation directe des monopoles de l'industrie et des banques, est le plus grand groupe de presse français.

Qui dit concentration, dit aussitôt licenciements, d'autant que ce processus s'accompagne de facteurs d'ordre technique : nouveaux procédés (photo composition, téléimpression, fac simulé etc.) dont l'utilisation à l'échelle des tels groupes devient particulièrement rentable.

C'est ce qui se passe chez Hersant qui vient d'annoncer un plan de restructuration pour ses deux dernières acquisitions (France Soir et le Figaro) dont l'effet le plus immédiat serait la suppression des 3/4 du personnel, dont 600 travailleurs de l'imprimerie avec regroupement du tirage parisien de ces 2 journaux dans une imprimerie offset. Cela porterait à plus de 2000 le nombre d'emplois supprimés dans le groupe en deux ans depuis le rachat des deux quotidiens !

Dans ces circonstances, il est particulièrement édifiant d'observer l'attitude de la FFTL, fédération française des travailleurs du livre CGT, monopole des dirigeants révisionnistes tirant son pouvoir d'un passé de lutte remarquable à une époque où ce syndicat recourait à des formes d'action prolétarienne.

Aujourd'hui, face au coup annoncé, la FFTL fait diffuser très largement un tract journal dans lequel on chercherait vainement des proposi-

tions concrètes de riposte autres que la perspective d'un gouvernement de gauche et d'une modernisation progressive.

Tournant le dos aux intérêts des travailleurs, le but des dirigeants de la FFTL, c'est de préserver leur monopole de l'embauche, leur statut d'interlocuteurs compétents et efficaces pour l'établissement des plans de développement dans la presse.

C'est cela qui les a conduits au fameux accord-cadre (signé alors que

menacés par Amaury, patrons qui avaient été bien moins « choqués » par les licenciements antérieurs à Paris-Jour et Combat, lors de la liquidation de ces journaux ! (*)

Dans la bataille des législatives de 78, les partis bourgeois de droite ou de gauche sont surtout préoccupés du développement de leur propagande : c'est bien sûr le cas de ceux qui gouvernent aujourd'hui dont Hersant est dans la presse un digne représentant. C'est aussi le cas du PCF avec les sorties d'éditions spéciales à 6 millions d'exemplaires ou de nouveaux quotidiens telle leur nouvelle parution lyonnaise. Son empire de presse n'a rien à envier à celui d'Hersant avec des dizaines et des dizaines de parutions et une vingtaine d'imprimeries travaillant pour son compte.

Le PCF ne répugne ni à faire réaliser des travaux à l'étranger (pays de l'Est), ni aux licenciements (ceux des journalistes des Editions Vaillant par exemple), ni à l'emploi d'intérimaires, dans des conditions qui n'ont rien de comparable avec celles fixées dans les « accords » signés par la FFTL avec les patrons de la presse : c'est le cas à l'Humanité en particulier.

Les travailleurs du livre n'ont rien à attendre des dirigeants de la FFTL pour préserver leur emploi. Instruits par l'expérience du conflit du Parisien Libéré, ils ne devront compter que sur eux-mêmes et rejeter la ligne de trahison imposée par les chefs révisionnistes de la FFTL.

*Voir à ce sujet Proletariat No 14



« Parisien Libéré » : les rodéos

le conflit du Parisien Libéré n'était pas encore terminé), véritable plan de licenciements (mais progressif celui-là !), véritable plan de démobilitation des travailleurs face aux licenciements qui arrivent maintenant ! Mais cet accord préserve le monopole de la FFTL.

Voilà qui éclaire aussi le fameux conflit du Parisien Libéré : il s'agissait avant tout de préserver les intérêts des patrons de la FFTL.

• Auxiette - Nanterre

Grève des chauffeurs de bus

L'entreprise de bus Auxiette à Nanterre est en grève avec occupation depuis le 28 novembre. Cette petite boîte compte 50 employés, chauffeurs de bus.

45 d'entre eux sont en grève. Ils réclament 14,28 F minimum de l'heure. Actuellement, ils gagnent 9,95 F de l'heure, plus une

prime à la tête du client. Avec 28 ans de maison, on peut « espérer » gagner 10,02 F de l'heure. Ils veulent le 13e mois et l'amélioration de leurs conditions de travail. Dans cette entreprise, il y a une section CFDT d'implantation récente. Cela est important et montre bien la combativité des travailleurs des petites boîtes.

• So-co-tel

Lutte pour l'emploi

Nous avons reçu d'un délégué du personnel du So.Co.Tel. une information complète sur la situation de cette entreprise et les problèmes d'emploi qui s'y posent. En voici quelques éléments ainsi que des extraits d'une lettre ouverte du personnel au ministre des PTT auquel ils demandent de recevoir une délégation.

So.Co.Tel, c'est environ 120 personnes ; dans deux établissements. (20 à Issy-les-Moulineaux et 100 à Lannion) dont l'emploi est aujourd'hui menacé du fait de la disparition de l'entreprise au 31 décembre 1977.

En effet, depuis 1974, la politique industrielle de l'Etat en matière de téléphone a changé : l'administration centrale des PTT a été réorganisée, puis l'industrie avec le rachat de LMT et Ericsson par Thomson-CSF, courant 1976.

La lutte des travailleurs pour conserver leur emploi est leur première lutte véritable. De mois en mois, ils ont appris à s'unir, à se mobiliser, à populariser leur lutte.

On parle aujourd'hui de licenciements suivis de ré-embauche aux PTT, mais alors aux conditions fixées par les PTT : le genre à prendre ou à laisser !

C'est pourquoi, la lutte se poursuit pour arracher des garanties (lieu de travail, salaire, etc.) à quelques jours maintenant de l'annonce d'une décision

officielle. Dans cette lutte, se forge l'unité des travailleurs de So Co Tel, unité dont cette lettre ouverte, signée à l'unanimité et expédiée dans l'enthousiasme à des centaines d'exemplaires est un signe.

« Comme vous le savez, So.Co.Tel. est un groupement d'intérêts économiques entre l'Etat et ses principaux fournisseurs de matériel de communication (AOIP, CGCT, CIT,

LMT, SAT, Ericsson) ; cette société existe en vertu d'un contrat qui expire au 31 décembre 1977.

« Environ 130 employés sont concernés par cette échéance.

« Vous-même, avez déclaré à ce sujet, lors d'une émission de France-Inter, que vous vous occupiez personnellement du problème que pose So.Co.Tel, problème que vous avez qualifié de difficile, et que toutes personnes travaillant dans cette société aura son emploi maintenu... »

• Centre de tri PLM Paris

Licencié !

Le licenciement de l'inspecteur élève Minvielle a été prononcé définitivement samedi par l'administration. Ce licenciement s'est fait avec la complicité active des directions syndicales CGT et CFDT.

Faire du battage pour les grèves bidons de 24 heures, comme celle du 1er décembre, voilà ce qui intéresse ces messieurs. Les postiers qu'ils soient syndiqués CGT, CFDT ou non-syndiqués se sont, eux, mobilisés largement pour mettre en échec le licenciement. Ils continueront de le faire malgré les insultes des représentants du PCF et du CERES qui usurpent la direction des syndicats.